

Communiqué de presse

Votation du 13 juin: 2x NON aux initiatives agricoles extrêmes

Détruire l'agriculture régionale et importer davantage

Zimmerwald, 8 mars 2021 – La CI Bauern *Unternehmen* rejette les deux initiatives agricoles extrêmes et lance sa propre campagne. Tant l'initiative pour l'eau potable que l'initiative pour l'interdiction des pesticides affaiblissent l'agriculture régionale. Les deux initiatives font reculer sensiblement la production et entraînent une diminution de l'offre en produits alimentaires de la région. Les produits suisses coûteraient immanquablement plus cher. Une acceptation de l'initiative pour l'eau potable entraînerait une augmentation des importations. Dans le cas de l'initiative pour l'interdiction des pesticides, il faudrait s'attendre à une hausse du tourisme d'achat et à une augmentation des importations d'aliments pour animaux.

Sans le recours aux produits phytosanitaires, les rendements dans l'agriculture baissent de 30 à 40 pour cent. Selon la culture et l'année, la récolte peut être totalement perdue. Les agriculteurs ne sont plus en mesure de protéger suffisamment leurs cultures contre les ravageurs et les maladies phytosanitaires. Les cultures de la betterave sucrière, du colza et de la pomme de terre, par exemple, seraient particulièrement touchées. Pour elles, le recul serait tel que la production régionale suisse deviendrait insignifiante. Les céréales continueraient certes d'être cultivées, mais la baisse des rendements dans la production régionale mettrait les producteurs dans des difficultés. Simultanément, les consommateurs devraient payer beaucoup plus cher les produits régionaux. «La baisse des rendements agricoles en Suisse sera compensée par une hausse des importations», avertit Samuel Guggisberg, président de la CI Bauern *Unternehmen*. «Celles et ceux qui veulent continuer de profiter de produits régionaux à des prix raisonnables doivent rejeter clairement les deux initiatives», martèle-t-il.

Moins de produits régionaux, prix plus élevés

Une acceptation de l'initiative pour l'eau potable toucherait aussi l'élevage, car les achats de produits pour animaux seraient interdits. De nombreuses fermes ne sont toutefois pas en mesure de produire à elles seules les aliments dont leurs animaux ont besoin. Les produits d'origine animale comme les œufs, la viande et les produits laitiers ne seraient presque plus produits en Suisse et renchériraient massivement. Les importations en provenance de pays avec des règles moins sévères augmenteraient. Non seulement les produits phytosanitaires seraient interdits par l'initiative pour l'interdiction des pesticides, mais aussi les biocides. On entend par là les nettoyants et les désinfectants, qui sont par exemple indispensables pour garantir les conditions d'hygiène dans l'étable. Sans les biocides, les règles d'hygiène ne pourraient plus être respectées non plus dans l'industrie alimentaire. Tout cela affaiblirait la production régionale. On verrait progresser le tourisme d'achat. «La perdante serait la production régionale suisse», déplore Samuel Guggisberg.

Paysans suisses préterités

De plus, l'initiative interdit l'importation des denrées alimentaires produites au moyen de pesticides de synthèse. Pourtant, tandis que les paysans suisses n'auraient plus le droit d'utiliser des adjuvants de synthèse pour cultiver les céréales pour animaux, les importations de celles-ci continueraient d'être autorisées. La production régionale en ressortirait affaiblie. Même si l'initiative pour l'interdiction des pesticides interdit les importations de denrées alimentaires qui ont été produites au moyen de pesticides de synthèse, les agriculteurs suisses ne sont pas protégés face à la concurrence de l'étranger. Car les contrôles à la frontière sont une illusion. Pour garantir une production réellement libre de pesticides à l'étranger, les autorités suisses devraient contrôler les produc-

teurs sur place, hors de nos frontières, ce qui n'est pas réalisable, tant administrativement que politiquement. Les promesses de l'initiative pour l'interdiction des pesticides sont ainsi intenables. Les agriculteurs suisses seraient prétérités.

La CI Bauern *Unternehmen* lance sa campagne

Pour ces raisons, la CI Bauern *Unternehmen* lance sa propre campagne contre les deux initiatives agricoles extrêmes. La production agricole régionale suisse est au cœur de la campagne. Divers sondages montrent que pour les consommateurs, l'origine régionale des produits est un critère déterminant à l'achat. Pendant la crise sanitaire, l'importance des produits de la région est apparue encore plus clairement à la population suisse. L'initiative pour l'eau potable et l'initiative pour l'interdiction des pesticides n'ont que faire de la demande des consommateurs en produits régionaux. Elles élèvent les produits agricoles régionaux au rang de produits de luxe qu'une poignée de gens peuvent encore s'offrir. Les initiatives mettent en péril la sécurité alimentaire, qui est exigée par la Constitution fédérale. «Par des affiches, des vidéos sur les médias sociaux et diverses autres actions, nous aimerions rendre attentifs aux conséquences néfastes des deux initiatives pour la production régionale», explique Samuel Guggisberg.

Contact pour les journalistes

CI Bauern *Unternehmen*

Samuel Guggisberg, président

3086 Zimmerwald

Tél: 079 694 66 74

E-mail: samuel.guggisberg@bauern-unternehmen.ch

Pièce jointe:

L'affiche de campagne de la CI Bauern *Unternehmen* contre les initiatives agricoles extrêmes résume leurs conséquences en deux phrases choc: détruire notre agriculture, importer davantage. 2x NON.